

Cattacin, Sandro et Alexandrina Iremciuc (2018). "Mobilité, réseaux et innovation. Nouveau paradigme dans la recherche sur la politique migratoire?" *Eurolimes* 12(23-24): 47-65.

Mobilité, réseaux et innovation. Nouveau paradigme dans la recherche sur la politique migratoire ?

Sandro CATTACIN, Alexandrina IREMCIUC

Résumé: *Cet article retrace les tendances qui ont dominé ces dernières années dans la recherche scientifique sur la politique migratoire. Il s'agit notamment des quatre tendances suivantes: (1) le passage de la perspective de migration à celle de la mobilité; (2) le changement du paradigme d'appartenance nationale en citoyenneté multiple et urbaine; (3) le déplacement de l'approche de « l'emprise étrangère » vers la perspective de l'innovation; et, finalement, (4) le passage de la politique d'asile à la coopération au développement. Ces tendances représentent tout autant de défis en matière de politique migratoire en Europe, et c'est de ce point de vue qu'elles sont analysées dans ce texte.*

Mots clés: *migration, mobilité, citoyenneté, innovation, réseaux, coopération*

Sandro CATTACIN: Il est professeur ordinaire de sociologie à l'Université de Genève (UNIGE) et Directeur de l'Institut de recherches sociologiques (IRS). Il a étudié l'histoire économique à l'Université de Zürich, puis les sciences politiques et sociales à l'Institut universitaire européen de Florence. De 1999 au 2002, il a été Directeur du Forum suisse pour l'étude des migrations et des populations. Ses domaines de recherches sont la sociologie urbaine et les questions des différences identitaires. Publication récente : Brandsen, Taco, Sandro Cattacin, Adalbert Evers and Annette Zimmer (éd.) (2016). *Social Innovations in the Urban Context*. N.Y.: Springer.

Alexandrina IREMCIUC: Elle est Assistante de recherche pour le projet *Geneva Hub for Democracy* - une initiative du Centre Européen de la Culture soutenue par le Ministère suisse des Affaires étrangères - et doctorante en Sciences de la Société auprès de l'Université de Genève. Sa thèse porte sur la question des crises migratoires, notamment sur les politiques de mobilité et d'inclusion en Europe. Elle a obtenu son Master auprès de l'Institut européen de l'Université de Genève (IEUG). Elle a une riche expérience professionnelle en tant que Consultante auprès des associations de migrants et dans le milieu des ONG, en Suisse et en Egypte. Publications récentes: « La démocratie en Europe face au défi migratoire », Dr François Saint-Ouen, Alexandrina Iremciuc, *Policy Paper no.3*, 2016 Geneva Hub for Democracy; « Migration crisis, social media and democracy in the Western Balkans », Alexandrina Iremciuc, *Highlight no.1*, 2016 Geneva Hub for Democracy.
alexandrina.iremciuc@ceculture.org

Introduction

La politique migratoire est décrite comme un chantier (interminable) depuis bientôt trente ans. Trop de facteurs influencent cette politique, et il est dès lors difficile de savoir lequel de ceux-ci pourrait prendre le dessus sur les autres, et inversement, lequel pourrait être écarté. La politique migratoire fait partie intégrante des processus de globalisation et des dynamiques d'individualisation. Elle est liée aux déséquilibres économiques et politiques qui, au fil du temps, ont ouvert tout un champ de recherche sur la relation entre les mouvements migratoires, les changements écologiques et les catastrophes

naturelles. Dans ce contexte, il appartient à la politique migratoire de continuer à questionner car parler d'une crise – comme l'a fait par exemple Myron Weiner (1995) - revient alors à nier la normalité de cette dynamique.

En outre, les défis en matière de politique migratoire se distinguent selon le contexte. L'Asie, l'Afrique et l'Amérique du Sud sont actuellement prises dans une dynamique de globalisation qui n'est plus due au colonialisme militaire alors qu'au même moment, elles vivent des restructurations économiques et des bouleversements politiques, les mêmes que l'Europe a connu et qui se sont étalés sur plus d'un siècle. De nouveaux déséquilibres, des développements inégaux et des zones de croissance variables font désormais partie du paysage de ces continents¹.

Les conflits régionaux et les hommes, femmes et enfants qui quittent leur pays d'origine sont autant le résultat d'un monde déchaîné que des relations économiques croissantes. En plus de la fuite et de l'expulsion, la migration devient, dans ces régions du monde, une migration nationale et régionale de la campagne vers les villes, ce qui mène à un processus d'urbanisation de la population mondiale. Selon les prévisions, cinq milliards de personnes vivront dans les villes et dans les agglomérations urbaines en 2030 (IOM 2015). Cela équivaut à environ 60% de la population mondiale.

Si nous comparons l'Europe et l'Amérique du Nord, nous trouvons de similitudes du point de vue de la politique migratoire. La croissance démographique dépend des soldes migratoires, la politique migratoire sélective – qui privilégie la mobilité des personnes qualifiées – a comme corollaire une augmentation de la migration irrégulière (Cattacin 2009). Cette harmonisation contextuelle entre l'Europe et l'Amérique du Nord se retrouve également à d'autres niveaux, tout aussi importants, en matière de migration. Il s'agit notamment de l'augmentation de l'économie fondée sur la croissance et de la flexibilisation des conditions de travail, ou encore de la baisse de fertilité ou du vieillissement de la population.

Bien que la migration représente de manière générale - en ce qui concerne les effets économiques du moins - des avantages dans toutes les régions du monde², les similitudes et les différences entre les contextes divers de la migration ne permettent pas pour autant d'identifier des tendances valables pour l'ensemble des régions du monde. Par conséquent, nous nous concentrerons sur cette partie du globe qu'on désignait autrefois comme Occident ou Premier monde. Aujourd'hui, les nouveaux rapports géopolitiques imposent une autre désignation, plus neutre, comme Europe, qui se distingue nettement de l'ancienne vision hiérarchique du monde (Saïd 1978).

Première tendance: de la migration à la mobilité

Le potentiel de travailler sur la problématique migratoire est limité car la migration n'est pas une catégorie théorique mais empirique, née dans le contexte de la construction des nations et qui mobilise ainsi le schéma: intérieur/extérieur, mouvement/stasis. En outre, le duo personne-extérieure/ migration se trouve opposé à la normalité personne-intérieure/ immobilité. Cela revient à dire que nous faisons simultanément deux actions : nous posons un regard artificiel sur la migration internationale et nous la normalisons, comme s'il existait une différence fondamentale entre un paysan italien des Abruzzes qui trouve un emploi à Milan et un paysan de la même région qui en trouve un à Lugano (Glick Schiller et Salazar 2013).³

D'un point de vue historique, cette vision exclut la caractéristique de l'humanité qui a toujours été celle de la mobilité, et non pas celle de l'immobilité. L'être humain est constamment allé là où les

¹ Renvoyons ici simplement aux analyses sur les *BRIC* et les *new BRIC States*: Cooper 2006.

² Les analyses de longue durée montrent que ces effets sont moins élevés dans les régions avec une forte fertilité que dans les pays avec une faible fertilité (Sanderson 2012).

³ La migration intérieure à la Chine est aujourd'hui réglée - semblable à la migration internationale - par des quotas et caractéristiques sélectives des personnes autorisées à migrer (Shen 2013).

perspectives des conditions de vie sociale, politique ou économique sont meilleures. Si nous considérons l'immobilité comme une conquête sociale, nous méconnaissons en revanche, le fait que c'est souvent la rencontre avec la diversité, ainsi qu'avec la densité, la centralité et l'urbanité – tout autant de caractéristiques des sociétés mobiles (Florida 2005; Cattacin 2011) – qui rendent l'innovation possible. A cela s'ajoute une littérature abondante qui démontre que les premiers signes d'un déclin économique viennent des baisses de la population et des soldes migratoires négatifs (Martinez-Fernandez 2012).

C'est également la raison pour laquelle il serait risqué que de vouloir résoudre les défis démographiques par la migration. Car la migration n'est un facteur important que si les endroits restent attractifs; le terme d'attractivité étant entendu ici comme synonyme des chances projetées par les personnes mobiles d'améliorer leurs propres conditions de vie. Si tel n'était pas le cas, ces endroits ne demeureraient plus que ceux des personnes locales voire des personnes âgées. Les villages de montagne en disent long à ce sujet. Et les démographes Nico van Nimwegen et Rob van der Erf le soulignent également:

International migration, both intra- and extra-European, can and most probably will play an increasingly important role in solving shortages in European labour markets and as such will help to accommodate population-related challenges. International migration, however, cannot stop or reverse population ageing. It may delay the onset of population decline in Europe but cannot reverse this imminent trend. (van Nimwegen et van der Erf 2010: 1377).

Par conséquent, c'est la mobilité, et non la migration, qui dessine les biographies individuelles. Car il n'est pas rare que la migration internationale et la migration nationale apparaissent simultanément dans la vie d'une personne, que le lieu de travail et celui du domicile soient séparés, que les contacts sociaux et professionnels soient répartis à travers un territoire voire au-delà des territoires. Les expériences et les relations multi-locales remplacent ainsi le modèle du mouvement et de la sédentarisation (Duchêne-Lacroix et Maeder Forthcoming 2013; King 2002: 94) et demandent aux sociétés de se redéfinir comme territoires de la circulation (Simon 2006: 16).

Le déplacement de l'approche de la migration vers la mobilité ne permet pas uniquement de gagner en précision analytique, mais également de renouveler les perspectives de régulation de la politique. Car si la mobilité devient la normalité, la politique doit répondre à des défis tout autres que dans les sociétés sédentaires. La recherche sur la mobilité décrit ces défis de plusieurs points de vue allant, par exemple, de la micro-perspective des dynamiques des familles et de l'éducation (Viry 2012), en passant par la meso-perspective de l'organisation - qui se conçoit comme un réseau multi-territorial (et multi-national) d'une entreprise (Castells 2010 [1996]: 163), à la macro-perspective de la pluralisation sociale et au déclin de la régulation nationale des appartenances identitaires (Joppke 2007).

Si les villes échangent aujourd'hui cinq à dix pour cent de leur population par an (Budde et al. 2010: 55), que la mobilité interne et externe marquent l'image d'un monde en mouvement (Castles et Miller 2009) et que - par exemple en Suisse - plus de la moitié de la population est issue de la mobilité transnationale (Carnazzi Weber et Golay 2005), les politiques axées sur la sédentarisation sont alors inadéquates.

Le domaine de la politique d'asile n'est pas le seul qui continue de regarder la migration selon le principe qu'il existe des Etats de *transit*, comme s'il existait une destination finale dans la planification de la mobilité (Oelgemöller 2011), que les requérants d'asile agissaient exclusivement en fonction de leur lieu d'origine et qu'ils devaient, en conséquence, y être renvoyés lors d'un refus de leur demande (Bakewell 2008). Ce *sedentary bias* continue également à marquer de manière significative la *politique d'intégration* dans la mesure où elle part du principe que dans une société, la mobilité - et par extension, la décision de migrer - est une exception et que s'installer de manière permanente dans un même lieu, est la règle. Cette vision prédominante des premières années de l'après-guerre - malgré le *rêve du retour* (voire par exemple les thèses d'acculturation de Hoffmann-Nowotny 1970) - continue à marquer les politiques d'intégration en Europe. Il n'est dès lors pas

étonnant de constater qu'en dépit des moyens mis à disposition pour immobiliser les personnes mobiles, l'Europe échoue.

Les conséquences en matière de politique d'habitation et d'aménagement du territoire doivent également être évoquées. Dans ce contexte, il faut premièrement mentionner que, les pays avec un grand pourcentage de locataires/-trices (comme la Suisse) ou avec une politique libérale en matière d'achat de maison (comme les Etats-Unis), peuvent mieux réagir aux déplacements de la demande de travailleurs que des pays comme l'Italie qui protègent [le fait d'avoir] sa propre maison et empêchent ainsi la mobilité (Cucca et Ranci 2012). Deuxièmement, une politique de densification, à la place d'une politique extensive d'habitation, favorise une forte mobilité qui est après tout, principalement axée sur les villes. Troisièmement, une politique de développement urbain peut mieux s'adapter à la mobilité permanente et à la différence, si elle les prend aussi en compte d'un point de vue conceptuel dans la planification et la construction (Sandercock 1998; Sandercock 2000; Sandercock 2011).

Le passage de la perspective de la migration à celle de la mobilité comporte toutefois quelques risques qui sont loin d'être négligés dans les controverses scientifiques.

La mobilité, argumente-t-on, reflète surtout le comportement d'une élite globale privilégiée et ne tient alors pas suffisamment compte des asymétries entre ceux qui peuvent choisir la mobilité et ceux qui sont forcés à migrer (Kalir 2012: 323), comme l'expose Castles (2012):

International recruitment of highly skilled personnel was considered valuable, while lower-skilled migrant workers were seen as out-of-place in shiny new post-industrial economies. Movements of the highly skilled were celebrated as professional mobility, while those of the lower-skilled were condemned as unwanted migration. Mobility equaled good, because it was the badge of a modern open society; migration equaled bad because it re-awakened archaic memories of invasion and displacement. But it seems to me that a focus on migration, rather than mobility, better reflects real power relations. (Castles 2010: 1567).

Bien que ces arguments doivent être sérieusement considérés, ils restent fidèles à la perspective misérabiliste qui continue à dénier le pouvoir de décision autonome de certaines personnes mobiles, en les enfermant dans la case des simples victimes, ce qui ne correspond pas à la réalité. Car si tel était le cas, pas seulement *quelques* personnes migreraient - celles qui se retrouvent dans des conditions économiques, sociales ou politiques difficiles - mais *toutes*. De surcroît, comme l'affirme Laura Agustín (2003), la faculté de prendre des décisions de mobilité conscientes est propre à toutes les personnes qui changent de domicile, et donc aux personnes migrantes vulnérables aussi.⁴ Dans ses analyses de la globalisation d'en-bas, Alain Tarrius démontre comment la mobilité est décidée justement par ces personnes qui viennent des régions pauvres - et qui disposent d'ailleurs d'un excellent réseau (Tarrius 2002) - mais également que celles-ci ne visent pas nécessairement, à s'installer de manière permanente (Missaoui et Tarrius 2006).

De ce fait, nous pouvons affirmer que la mobilité n'est pas réservée aux personnes migrantes vulnérables. Et par conséquent, qu'elle ne doit pas être abordée dans une perspective de victimisation de ces personnes, mais qu'au contraire, la mobilité doit être considérée comme une partie intégrante de l'être humain voire de l'être humain globalisé.

Deuxième tendance: de l'appartenance nationale à la citoyenneté multiple et urbaine

Le passage d'un monde de la migration et de la sédentarisation à un monde de la mobilité permanente a aussi des conséquences sur la manière dont on définit l'appartenance. Les études sur la praxis de naturalisation suisse montrent depuis longtemps que c'est le gain en mobilité - notamment la sécurité

⁴ Mais cela signifie qu'au fond, on peut également faire appel à la responsabilité des personnes mobiles pour leurs décisions lorsque celles-ci se tournent par exemple vers des activités criminelles.

de pouvoir retourner en Suisse malgré la mobilité -, et non pas l'appartenance nationale, qui motive la plupart des personnes avec un passeport étranger à obtenir la nationalité suisse (Centlivres 1990; Achermann et Gass 2003).

Au-delà du cas Suisse, l'augmentation des naturalisations est une réalité partout en Europe⁵. Une étude effectuée dans dix-sept pays de l'Union Européenne montre certes encore de grandes différences dans les procédures, mais aussi une tendance libérale générale vers un allègement de l'accès à la citoyenneté, comme le constate Maarten P. Vink et Gerard-René de Groot leurs résultats:

The two trends with the strongest converging effect, apart from *ius soli* provisions for second- and third-generation immigrants, are the (near-) fulfillment of the equal treatment of men and women with regard to the descent-based transmission of citizenship, and the increasing acceptance of multiple-citizenship. This latter trend in particular, in regard to the abolition of renunciation demands and of loss provisions, is surprising given that the international framework has changed from an explicitly negative view on multiple citizenship to one at best described as neutral. With regard to acceptance of multiple-citizenship [...] there is clear trend of convergence upon a more liberal model. (Vink und De Groot 2010: 731)⁶

Ce qui est peut-être encore davantage notable, c'est que de plus en plus d'Etats européens offre la possibilité de la citoyenneté multiple. Si celle-ci n'affaiblit pas entièrement le sentiment d'appartenance à un seul territoire national, elle le relativise cependant (Ronkainen 2011: 260). En prolongeant cette idée, Thomas Faist explique pourquoi dans un monde mobile, la citoyenneté multiple serait la réponse à la question de l'appartenance voire du dilemme identitaire car elle y apporte une dimension transnationale:

[...] many migrants commonly have attachments and involvements in two or more places across national state borders, and consequently they have plural identifications and loyalties. When dual citizens regard their citizenship(s) as an essential part of their identity, they often express emotional difficulties deciding which citizenship they would keep if they had to give up one of them. The acceptance of dual citizenship may recognize the specific symbolic and emotional ties immigrants have. (Faist 2010: 1680)

Effectivement, l'Europe est de nos jours faite de relations et d'expériences de vie transnationales au niveau individuel (Fibbi et D'Amato 2008). Cela revient à dire que l'appartenance multiple favorise l'identification avec des territoires transnationaux ou supranationaux abstraits⁷, à l'aide notamment, des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) qui confèrent à ceux-ci une réalité concrète sous forme de contacts virtuels continus (Nedelcu 2012). Certains auteurs vont encore plus loin en affirmant qu'il y aurait un potentiel de développer une *éthique cosmopolite* individuelle (Blatter 2011: 792; Beck und Grande 2004).⁸

Toujours est-il que cette appartenance multiple - qui s'impose de plus en plus - a certes un impact au niveau individuel pourtant, elle ne suffit pas à remplacer les relations territoriales, d'où la formation en parallèle des rapports identitaires locaux. Ces rapports locaux ont l'avantage d'être plus accessibles que les rapports nationaux, permettant ainsi aux individus de s'identifier tout autant à ceux-ci qu'à certains endroits et d'y projeter une familiarité et des sentiments d'appartenance; et cela, même après de brefs séjours comme par exemple des séjours touristiques. En d'autres termes, le sentiment d'appartenance nationale n'est pas seulement atténué par la citoyenneté multiple mais également par

⁵ Voir par exemple pour l'UE: Sartori 2011.

⁶ Voir aussi le numéro spécial de la Revue suisse de sociologie sur la nouvelle deuxième génération (Cattacin et al. 2016).

⁷ Il a été démontré que l'identification avec les pays d'origine est d'autant plus forte qu'est plus grand le refus au lieu de vie actuel (Mügge 2012).

⁸ Pour une critique: Meyda Yeğenoğlu 2005 qui pense que la vie cosmopolite est réservée aux personnes dans les pays riches.

les rapports identitaires locaux qui gagnent progressivement en importance⁹. Manuel Castells condense en ces quelques lignes l'essentiel de cette dynamique:

Thus, from the glory of Barcelona to the agony of Grozny, territorial identity and local/regional governments have become decisive forces in the fate of citizens, in the relationships between state and society, and in the reshaping of nation-states. A survey of comparative evidence on political decentralization seems to support the popular saying according to which national governments in the information age are too small to handle global forces, yet too big to manage people's lives. (Castells 1997: 337).

Ce qui ressort des dires de Castells c'est la difficulté des individus à s'identifier avec les Etats-nations, mais également le fait que ces derniers sont politiquement dépassés – au regard des défis globaux et des frontières de l'Etat social – par la régulation des destins personnels pluriels. Ce qui n'est pas sans rappeler le constat d'Emile Durkheim, à savoir que l'Etat peut seulement étudier des questions générales et que les rapports inter-humains ne sont souvent traités que de manière indifférenciée et plate (Durkheim 1991 [1897]: 436f).¹⁰ Il n'est dès lors pas surprenant que la pluralisation des styles et des situations de vie, de même que l'affaiblissement des Etats-nations conduisent à une renaissance de la politique urbaine - plus près des hommes, de leur quotidien et de leurs problèmes (Häussermann 2005)¹¹ -, surtout que les régulations nationales en matière de politique sociale deviennent insuffisantes pour répondre à la vulnérabilité croissante.

Les débats sur la pauvreté menés depuis les années '80 (voir *nouvelle pauvreté*; Leibfried et Voges 1992), montrent que l'Etat-nation ne sait manifestement plus quel chemin emprunter et que la politique sociale locale - notamment la politique sociale urbaine - a non seulement gagné en poids mais également en efficacité. Ce déplacement n'est pas entièrement involontaire, du point de vue de l'Etat-nation. Les difficultés financières, de même que les demandes de décentralisation, ont renforcé partout en Europe, le niveau régional et local. Yuri Kazepov (2005) l'a d'ailleurs décrit d'un point de vue empirique. Son constat est clair: en Europe, dans son ensemble, ce sont plutôt les politiques passives de redistribution qui se maintiennent au niveau national (les assurances sociales redistributives), tandis que les politiques actives (comme les programmes *workfare* et les formations continues) sont décentralisées ou se développent de manière autonome et fragmentée (Kazepov 2005: 18 et 22).

Ce déplacement fragmenté des politiques vers les villes, qui doivent s'occuper de problèmes complexes et des situations de vie spécifiques, a des conséquences sur les droits civiques car en l'occurrence, les villes se voient contraintes d'expérimenter de nouvelles formes d'appartenance juridique (Kazepov 2005):

Being bold we could say that – as in the Middle Ages – cities are once again laboratories of how citizenship, in terms of membership, social inclusion and participation, is going to be constructed in the future; that is Weber's claim for Europe's specificity. The real challenge plays out in the definition of who is included and who is excluded. The increasing complexities cities have to face – new populations, migrants, more unstable labor markets, individualization of needs, segmented segregation – all point to rising struggles over citizenship. Less than ever can social rights be taken for granted. Fragmentation, flexibilization, and heterogeneity are indeed factors that foster social vulnerability and the spread of social risks, but these risks are not distributed evenly (Kazepov 2005: 33)

⁹Ce rapport local peut aussi se fonder sur des associations qui se définissent par la région d'origine ou par le lieu d'origine. Mais ces associations revêtent avant tout le rôle d'aides à l'inclusion dans le nouveau lieu de vie (Cattacin et Domenig 2012).

¹⁰ Les similitudes entre les diagnoses faites au début du 20e siècle et au 21e siècle sont étonnantes. Ambiance de transition, faiblesse réglementaire de l'Etat, incertitude concernant l'avenir, capitaux financiers turbulents, primat de la politique sociale urbaine et lassitude politique ne sont que quelques diagnoses propres aux sciences sociales classiques et contemporaines.

¹¹ Mais qui conduit en même temps aussi à des combats symboliques d'arrière-garde des partis nationalistes (Adamson et al. 2011: 847).

Que les villes assument des tâches de l'Etat social n'est pas dû à des raisons humanitaires, mais au fait que le contexte urbain ne supporte pas la pauvreté. Pour encourager l'innovation et l'investissement, les villes ont intérêt à combiner le développement urbain et la politique sociale de manière à attirer des « cerveaux » et du capital, et à favoriser ainsi les innovations, comme l'explique Hartmut Häussermann:

Denn die Skandalisierung von sozialer Spaltung und Marginalisierung trifft auf zwei Sensibilitäten: auf ein normatives politisches Bewusstsein bei Mitgliedern der Verwaltungen und bei politischen Repräsentanten („soziales Gewissen“) für die Notwendigkeit einer sozial ausgleichenden Stadtpolitik einerseits, andererseits auf die Furcht vor einem Negativimage der Stadt, das aus „schlechten Nachrichten“ resultiert und das „Investitionsklima“ oder die Attraktivität einer Stadt beeinträchtigen könnte. (Häussermann 2008: 20)

L'érosion nationale du statut univoque de citoyen(ne) par l'augmentation de l'accès à des droits partiels dans les villes - notamment pour des groupes vulnérables, même sans droits civils - a renouvelé le débat sur les droits de citoyenneté. Divers concepts sont alors proposés, qui indiquent tous une suppression de la *pensée scalaire*¹² des niveaux nationaux de la régulation de la citoyenneté et une liquéfaction¹³ de ces droits civiques:

- Le concept de la *citoyenneté différenciée*, développé par Iris Marion Young, attire surtout l'attention sur le fait que la distinction de la situation juridique est nécessaire pour trouver des solutions non discriminatoires dans une société complexe, avec tout autant de problèmes complexes. Contre le républicanisme uniformisant, aveugle aux différences, l'idée de la citoyenneté différenciée tente à prendre en considération - d'un point de vue juridique - différentes situations initiales (Young 2007).
- Le concept de la *citoyenneté urbaine*, développé par Engin F. Isin, reprend le sujet de la centralité politique des villes à l'ère globale¹⁴ et complète la notion de différenciation par la concrétisation dans le contexte urbain. La ville n'est pas seulement *per definitionem* le lieu de la différence concentrée (Bauböck 2003; Isin 2000), mais elle devient aussi la scène de la politique sociale de la configuration post-nationale, qui doit développer des réponses pragmatiques à l'exclusion et à la vulnérabilité, des éléments en marge de la logique nationale.¹⁵
- Le concept de la *citoyenneté plastique*, développé par Gabriella Lazaridis et Anna-Maria Konsta (Konsta und Lazaridis 2010), thématise l'envers de la différenciation juridique, en mettant en exergue l'idée que les droits inégaux peuvent mener à la discrimination car la différenciation juridique reflète avant tout un déséquilibre dans les rapports de pouvoir entre ceux qui peuvent conférer des droits et ceux qui peuvent devenir victime de changements légaux, comme le relève Konstanta et Lazaridis:

A plastic citizenship emerges, a citizenship that is fluid and flexible, easily altered by public authorities. [...] Here we apply the notion of plasticity in citizenship, implying that it emerges, when boundaries are blurred and processes of becoming or not are fluid, changing over time and influenced by notions of who

¹² Engin F. Isin attire ainsi l'attention sur l'impossibilité de contrôler les loyautés de manière nationale: « Modern scalar thought is oriented toward cultivating a singular loyalty, belonging and patriotism and aims to control, regulate, administer and govern all other affective belongings, identification and attachments of its citizens. Yet, it cannot manage to do this precisely because of multiple loyalties, attachments and identifications that activate the citizen. Scalar thought contains the citizen but the citizen resists this containment because being a citizen is always more than being a member of the state or nation; and that is why it is always beyond the reach and capture of the state or nation » (Isin 2007: 224).

¹³ Le concept de *liquéfaction* est emprunté aux analyses de Bauman sur la *modernité volatile (liquide)* (Bauman 2000).

¹⁴ Le *urban turn*; voir à ce sujet par exemple Hansen et Winther 2008 et Prakash 2002.

¹⁵ Les villes sont surtout obligées à agir par rapport à la mobilité irrégulière. Dans ce domaine, on renvoie régulièrement (aussi de manière critique) au concept de *urban citizenship* (voir par exemple Varsanyi 2006).

should belong and who should not, who is entitled to what rights and who is not. (Konsta und Lazaridis 2010: 368)

Le débat autour de ces concepts attire l'attention sur la multiplication future des formes juridiques, qui peuvent aussi bien améliorer les conditions de vie des personnes mobiles que les détériorer. Les réponses urbaines aux défis sociaux, au sens de la citoyenneté urbaine, laissent toutefois entrevoir l'augmentation des chances pour une vie digne des groupes vulnérables, et notamment par un accès élargi aux droits. En outre, les discours sur les droits supranationaux et internationaux semblent indiquer que les normes protectrices axées sur les droits de l'homme, se répandront davantage (Shafir et Brysk 2006).¹⁶

Troisième tendance: de la perspective de « l'emprise étrangère » (Mahnig, 1991:103) à l'innovation

La globalisation et la mobilité relativisent les appartenances nationales et favorisent l'orientation des personnes mobiles vers les villes. Nœuds de la mobilité et des centres de l'échange global (Sassen 2002: 29), les villes permettent en outre des expériences de vie définies dans le temps, qui en fin de compte, se révèlent être un avantage non seulement pour les individus mais aussi pour les villes elles-mêmes:

- pour les villes, dans la mesure où elles sont enrichies par les changements constants de la population. La mobilité sert à la fois le contexte urbain et les intérêts économiques de la ville qui, inspirée par la diversité, renforce l'orientation vers l'innovation (Florida 2008), et
- pour les individus, dans la mesure où ils élargissent l'horizon de leur monde de la vie et développent une ouverture pragmatique ainsi que la tolérance par la rencontre de la diversité (Pettigrew et al. 2011 ; Crul 2016).

La diversité est de plus en plus à l'honneur et encouragée dans les villes ; elles s'en servent même pour augmenter leur attractivité. Contrairement aux discussions politiques nationales – lors desquelles sont souvent menés des simulacres de combat et des pseudo-débats sur la culture et l'identité nationales –, les villes sont s'engagent progressivement dans voie de la métalogue de la différence comme identité (Sandercock 2011). Le plurilinguisme y est la norme et la diversité des styles de vie est considérée comme typiquement urbaine et favorable à l'innovation. Dès lors, l'identité urbaine et les défis de la ville riment avec leur développement dans l'acceptation et le respect de la diversité de même que dans l'expression de son vécu de manière ponctuelle, constructive, et non pas isolationniste (Sandercock 1998; Sandercock 2000).

Les ethnicisations de l'Etat-nation - qui perdurent encore de nos jours et qui ont été même renforcées par le développement des instruments de l'Etat social liés à la citoyenneté (Wimmer 2002) -, conduisent à des modèles xenophobes de refus, en opposition avec le discours urbain sur la différence et l'innovation.¹⁷ Cela a pour conséquence une ambivalence fondamentale entre les politiques nationales de l'adaptation identitaire et la politique urbaine de la différence. Autrement dit, les villes deviennent des « adversaires » qui développent leurs propres politiques de la mobilité et de ce fait, vont à l'encontre de cette tendance vers l'adaptation. Cela peut prendre différentes formes : lignes directrices, campagnes internationales relatives à l'attractivité de la ville ou encore des politiques urbaines proactives qui soulignent les différences et l'inclusion institutionnelle de la diversité. Ceci explique pourquoi la Suisse par exemple – généralement perçue comme conservatrice et xénophobe -,

¹⁶ Les débats juridiques qui visent à établir des droits de mobilité, ne permettant pas seulement une protection au lieu de vie mais aussi pendant la mobilité, méritent une attention particulière (comme le demandent par exemple les directives de l'ILO; ILO 2010: 263; voir aussi les discussions sur les Etats de transit de Christina Oelgemöller 2011).

¹⁷ Comme le montre Stephen Nagy 2008 au sujet du Japon.

a tout de même des villes à l'instar de Zürich, ouverte au monde et tolérante, ou de CERN à Genève, où on édite des *Guidelines for newcomers* qui servent l'objectif suivant:

The aim of this guide is to prepare you for these changes, to help you settle in and integrate as well as possible in your new environment and to answer to all sorts of questions during your stay at CERN.
(ph-dep-usersoffice.web.cern.ch/ph-dep-usersoffice/NewcomersGuide/Welcome.html)

Ces *guidelines* qui sont de véritables aides à l'inclusion. Ils se concentrent sur des informations techniques - au sujet des assurances sociales, des musées municipaux ou les différentes offres religieuses dans la ville - et renoncent à donner des indications sur une « culture genevoise », quelle que soit sa définition.

Quatrième tendance: de la politique d'asile à la coopération au développement

Dans la littérature scientifique, le domaine de la politique d'asile est systématiquement associé à la coopération au développement et à la médiation de conflits. Peu d'autres domaines de la politique migratoire connaissent la même approche du court terme et sont constamment confrontés à l'échec (Castles 2004: 221). C'est pourquoi les décisions politiques y relatives, semblent davantage mues par la politique intérieure que par la politique d'asile. Une importante étude du Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population (SFM) a montré, il y a quelques années déjà, que les renforcements dans ce domaine n'ont d'effet sur le nombre de demandes qu'à court terme, à savoir le temps que tous les autres pays introduisent les mêmes mesures (Efionayi-Mäder et al. 2001). A cela s'ajoute le fait que les mesures unilatérales non coordonnées à l'échelle européenne, ont mené à une complexification de l'accès à l'asile (voir aussi Legoux 2006), alors que les décisions des requérants d'asile de déposer leur demande dans un pays européen précis ne dépendent guère des politiques de régulation - comme l'explique aussi Eric Neumayer (2004: 175) -, mais bien d'autres facteurs. Parmi ceux-ci il y a principalement les relations coloniales existantes, la langue et la proximité géographique, ce qui appuie l'hypothèse de *réseaux de migration* (Pedersen et al. 2008).

Il en va de même de la migration irrégulière. Les personnes migrantes qui empruntent cette voie ne rejoignent que rarement les pays européens via le système d'asile ou dans le meilleur des cas, seulement pour une période limitée dans le temps¹⁸. Ainsi, des réglementations contradictoires et des tendances à une approche de politique intérieure sont souvent la règle dans le développement de mesures relatives à l'asile.

Stephen Castles indique dans son bilan des politiques migratoires que les intérêts économiques et politiques s'imbriquent lorsqu'il est question de l'asile:

Finally, it is important to realize that the declared objectives of states are often quite misleading. They are driven both by the need to maintain legitimacy and the unwillingness to face up to past policy failures. Policies that claim to exclude undocumented workers may often really be about allowing them in through side doors and back doors, so that they can be more readily exploited. This, in turn, could be seen as an attempt to create a transnational working class, stratified not only by skill and ethnicity, but also by legal status. (Castles 2004: 223).

L'hypothèse de Castles, à savoir que les impératifs économiques jettent finalement une ombre sur les politiques migratoires, n'est nullement nouvelle. James Hollifield (1992) en parlait déjà dans la reconstruction de la politique migratoire de l'après-guerre, en les qualifiant de *paradoxe libéral*:

Since the end of World War II, international economic forces (trade, investment, and migration) have been pushing states towards greater openness, while the international state system and powerful (domestic) political forces push states towards greater closure. This is a liberal paradox because it

¹⁸ Liza Schuster démontre de façon saisissante comment, par exemple, des requérants d'asile de l'Afghanistan deviennent des immigrants illégaux en Europe (Schuster 2011).

highlights some of the contradictions inherent in liberalism, which is the quintessentially modern political and economic philosophy and a defining feature of globalization. (Hollifield 2004: 886)

Si nous considérons ce paradoxe au pied de la lettre, comme le suggère aussi Khalid Koser (2007: 250), cela signifie que les tentatives de régulation dans les schémas de pensée intérieure aux nations (complication de l'accès, aides au retour, contrôles, etc.), n'ont que peu de chances d'influencer la mobilité transnationale, régulière et irrégulière, qui n'est par ailleurs pas qu'exploitée donc tolérée (Bloch et Chimienti 2011), mais qui est aussi capable de constamment contourner les régulations restrictives.¹⁹

C'est la raison pour laquelle, depuis les années 1990, les recherches scientifiques tentent de dépasser la pensée nationale, notamment dans le domaine de la mobilité irrégulière. C'est également à partir de cette période-là que l'Union européenne développe des lignes directrices en matière de politique migratoire - pour réguler la migration extra-européenne - qui remplacent les compétences nationales. Le rapport entre la migration et la coopération au développement – le *migration-development nexus* –, est dès lors établi mais aussi accompagné de mesures concrètes, conformément à l'idée que des aides ciblées aux pays en voie de développement dissuadent de la volonté de migrer.

Ainsi depuis 2007, l'UE préconise et œuvre à une nouvelle politique qui ne vise plus seulement la protection des personnes migrantes, mais également le ralliement de la coopération au développement, le rapprochement entre la politique migratoire et l'échange des connaissances, et enfin, le remplacement des accords de réadmission. Ces *partenariats pour la mobilité* - semblables aux partenariats migratoires suisses -, sont des instruments bilatéraux et visent, en réalité, le contrôle de la mobilité irrégulière, en échange des possibilités de mobilité circulaire et d'aides économiques entre deux pays (EC 2009). Ils favorisent de façon ciblée certaines régions et la mobilité régulière de personnes, sans qu'ils se rapportent pour autant à des individus, mais en laissant la régulation coordonnée et concrète aux institutions et aux organisations. Alejandro Portes résume ce type de stratégie coopérative en cinq points:

[...] such managed programmes can be constructed on the basis of five general principles: (1) Cyclical labour flows, both of professionals and of manual workers, are generally preferable to permanent out-migration. (2) The cyclical character of migration should be grounded on a schedule of real incentives in both receiving and sending nations, so that return is voluntary and not coerced. (3) Governments of advanced nations should seek to cooperate with their sending country counterparts in creating the necessary infrastructure of health, education, and investment opportunities for families of migrant workers to remain at home and for migrants to be motivated to return. (4) Similar support should be provided in the construction of scientific and technological facilities which can receive returned migrant professionals and benefit from their knowledge transfers. (5) For migrants who settle permanently abroad, facilities should be created so that they can transform their journey into a cyclical one themselves through transnational investments and philanthropic activities at home. (Portes 2009: 19)

Avec ces nouveaux instruments, les logiques nationales deviennent des logiques binationales, ce qui d'une part, augmente les chances de trouver des solutions qui profitent à tous les partenaires, et d'autre part, met fin aux tendances nationales purement utilitaristes²⁰ Cependant un grand point d'interrogation demeure sur la question des limites des Etats défaillants, corrompus ou nationalistes et leur rôle à jouer dans la promotion du changement dans un monde empreint de relations locales.

Les expériences qui se fondent sur des partenariats concrets d'organisations locales sont néanmoins considérées comme prometteuses. Les exemples de collaboration entre différents acteurs - associations de personnes mobiles, organismes économiques, organisations à but non lucratif ou encore les villes et les régions -, témoignent du fait que des solutions durables peuvent être trouvées si l'on s'appuie sur la

¹⁹ Voir à ce sujet par exemple Alexis Bassolé 2013 et Ellie Vasta 2011.

²⁰ Ce n'est pas pour autant un pas en direction de la régulation internationale de la mobilité. Celui-ci se profile certes si l'on regarde des documents de la World Trade Organization (WTO), des Nations Unis, de l'UE et d'autres organisations supranationales régionales (GCIM 2005); mais beaucoup de projets discutés dans ces documents sont encore aux premiers balbutiements.

connaissance concrète d'un territoire couplée d'une réponse réelle aux intérêts en matière de coopération au développement.²¹

Conclusion

L'évolution de la politique migratoire, telle que nous l'avons vue, dessine les principales tendances de la recherche et des discussions scientifiques à ce sujet. Les ambivalences relatives aux décideurs et aux orientations données aux politiques migratoires sont transversales aux résultats de la recherche dans le domaine de la mobilité et de la migration, et participent de l'incohérence générale. Pourtant, une idée constante et persistante se dégage: la migration de l'Afrique est principalement vue comme un problème, et le pluralisme urbain comme une menace, contrée par la mise en place des contrats d'intégration et des tests de naturalisation (Castles 2008: 7).

L'affaiblissement des réglementations nationales participent du renforcement des affrontements symboliques, notamment dans le domaine de la migration (et de la justice), et mènent à des débats sur la relation causale entre, par exemple, les problèmes écologiques et la migration.

Dès lors, les tendances présentées dans cet article, peuvent être considérées comme des orientations possibles à l'élaboration des politiques en matière de migration ou à la communication avec les politiques existantes. Elles peuvent, par la même occasion, évaluer les chances qu'une décision a de l'emporter sur une autre. Etre en mesure de savoir si celle-ci est compatible ou va à l'encontre de ces tendances, permettrait au moins, de faire face, de manière plus consciente, aux conséquences imprévisibles mais également aux résistances émergentes ou déjà existantes face au phénomène migratoire.

BIBLIOGRAPHIE

- Achermann, Christin und Stefanie Gass (2003). *Staatsbürgerschaft und soziale Schliessung eine rechtsethnologische Sicht auf die Einbürgerungspraxis der Stadt Basel*. Zürich: Seismo.
- Adamson, Fiona B., Triadafilos Triadafilopoulos und Aristide R. Zolberg (2011). "The Limits of the Liberal State: Migration, Identity and Belonging in Europe." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 37(6): 843-859.
- Agustín, Laura (2003). "Forget Victimization: Granting agency to migrants." *development* 46(3): 30-36.
- Bakewell, Oliver (2008). "'Keeping Them in Their Place': the ambivalent relationship between development and migration in Africa." *Third world quarterly* 29(7): 1341-1358.
- Bassolé, Alexis (2013). *L'agir clandestin. Agentivité de migrants ouest africains*. Genève; Zürich: Seismo.
- Bauböck, Rainer (2003). "Reinventing Urban Citizenship." *Citizenship Studies* 7(2): 139-160.
- Bauman, Zygmunt (2000). *Liquid Modernity*. Cambridge: Polity Press.
- Beck, Ulrich und Edgar Grande (2004). *Das kosmopolitische Europa. Gesellschaft und Politik in der zweiten Moderne*. Frankfurt am Main: Suhrkamp.
- Blatter, Joachim (2011). "Dual citizenship and theories of democracy." *Citizenship Studies* 15(6-7): 769-798.
- Bloch, Alice und Milena Chimienti (2011). "Irregular migration in a globalizing world." *Ethnic and Racial Studies*(April): 1-15.
- Budde, Rüdiger et al. (2010). *Second State of European Cities Report*. Essen: Rheinisch-Westfälisches Institut für Wirtschaftsforschung.

²¹ Voir par exemple Maggi et al. 2013 ou Østergaard-Nielsen 2011.

- Carnazzi Weber, Sara und Sylvie Golay (2005). *Interne Migration in der Schweiz*. (BFS), Bundesamt für Statistik. Neuchâtel: BFS.
- Castells, Manuel (1997). *The Power of Identity*. Oxford: Blackwell.
- Castells, Manuel (2010 [1996]). *The rise of the network society*. Oxford: Blackwell Publishers.
- Castles, Stephen (2004). "Why migration policies fail." *Ethnic and Racial Studies* 27(2): 205-227.
- Castles, Stephen (2008). *Migration and Social Transformation*. Working Papers No. 2008/01. London: LSE Migration Studies Unit.
- Castles, Stephen (2010). "Understanding global migration: a social transformation perspective." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 36(10): 1565-1586.
- Castles, Stephen und Mark J. Miller (2009). *The Age of Migration, Fourth Edition: International Population Movements in the Modern World*. Guilford Press.
- Cattacin, Sandro (2009). "Difference as Unity – On the Americanization of European Migration Policies", in Pozzo, Barbara (Hg.). *Multiculturalisms : different meanings and perspectives of multiculturalism in a global world*. Bern: Stämpfli, S. 181-198.
- Cattacin, Sandro und Dagmar Domenig (2012). *Inseln transnationaler Mobilität. Freiwilliges Engagement in Vereinen mobiler Menschen in der Schweiz*. Genève, Zürich: Seismo.
- Cattacin, Sandro, Rosita Fibbi and Philippe Wanner (éd.) (2016). *The New Second Generation. Special Issue of the Swiss Sociological Review*. Zurich: Seismo.
- Centlivres, Pierre (1990). *Devenir Suisse. Adhésion et diversité culturelle des étrangers en Suisse*. Genève: Georg.
- Cooper, Julian (2006). "Of BRICs and Brains: Comparing Russia with China, India, and Other Populous Emerging Economies." *Eurasian Geography and Economics* 47(3): 255-284.
- Crul, Maurice (2016). "Super-diversity vs. assimilation: how complex diversity in majority–minority cities challenges the assumptions of assimilation." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 42(1): 54-68.
- Cucca, Roberta und Costanzo Ranci (2012). "Sviluppo e disuguaglianze. Monaco, Barcellona, Copenhagen e Lione a confronto." *Territorio*(61): 17-25.
- Duchêne-Lacroix, Cédric und Pascal Maeder (forthcoming 2013). "La multilocalité d’hier et d’aujourd’hui entre contraintes et ressources, vulnérabilité et résilience", in Duchêne-Lacroix, Cédric und Pascal Maeder (Hg.). *Hier und dort: Ressourcen und Verwundbarkeiten in multilokalen Lebenswelten*. Basel: Itinera.
- Durkheim, Emile (1991 [1897]). *Le suicide: étude de sociologie*. Paris: PUF.
- EC, European Commission (2009). *Mobility partnerships as a tool of the Global Approach to Migration Commission*. Staff Working Document, SEC (2009). Bruxelles: EC. 1240.
- Efionayi-Mäder, Denise, Milena Chimienti, Janine Dahinden und Etienne Piguet (2001). *Asyldestination Europa : eine Geographie der Asylbewegungen*. Zürich: Seismo.
- Faist, Thomas (2010). "Towards transnational studies: world theories, transnationalisation and changing institutions." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 36(10): 1665-1687.
- Fibbi, Rosita und Gianni D’Amato (2008). "Transnationalisme des migrants en Europe: une preuve par les faits." *Revue européenne des migrations internationales* 24(2): 7-22.
- Florida, Richard (2008). *Who's your city? How the creative economy is making where to live the most important decision of your life*. New York: Basic Books.
- Florida, Richard L. (2005). *Cities and the creative class*. New York ; London: Routledge.
- GCIM, Global Commission on International Migration (2005). *Migration in an interconnected world: New directions for action. Report of the Global Commission on International Migration*. Geneva: GCIM.
- Glick Schiller, Nina und Noel B. Salazar (2013). "Regimes of Mobility Across the Globe." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 39(2): 183-200.
- Hansen, Hogni Kalso und Lars Winther (2008). "The Urban Turn." *Lund University*.
- Häussermann, Hartmut (2005). "The End of the European City?" *European Review* 13(2): 237-249.
- Häussermann, Hartmut (2008). "Desintegration durch Stadtpolitik?" *Aus Politik und Zeitgeschichte*(40+41): 14-22.

- Hoffmann-Nowotny, Hans-Joachim (1970). *Migration: ein Beitrag zu einer soziologischen Erklärung*. Stuttgart: F. Enke.
- Hollifield, James Frank (1992). *Immigrants, markets, and states : the political economy of postwar Europe*. Cambridge, Mass. [etc.]: Harvard University Press.
- IOM, International Organization for Migration (2015). *World Migration Report 2015. Migrants and Cities: New Partnerships to Manage Mobility*. Geneva: International Organization for Migration.
- ILO, International labour organization (2010). *International labour migration. A rights-based approach*. Geneva: International labour organization.
- Isin, Engin F (2007). "City.state: critique of scalar thought." *Citizenship Studies* 11(2): 211-228.
- Isin, Engin F. (2000). *Democracy, Citizenship and the Global City*. New York: Routledge.
- Joppke, Christian (2007). "Transformation of Citizenship: Status, Rights, Identity." *Citizenship Studies* 11(1): 37-48.
- Kalir, Barak (2012). "Moving Subjects, Stagnant Paradigms: Can the 'Mobilities Paradigm' Transcend Methodological Nationalism?" *Journal of Ethnic and Migration Studies*(ahead-of-print): 1-17.
- Kazepov, Yuri (2005). "Cities of Europe: Changing Contexts, Local Arrangements and the Challenge to Urban Cohesion", in Kazepov, Yuri (Hg.). *Cities of Europe. Changing Contexts, Local Arrangements and the Challenge to Urban Cohesion*. Oxford: Blackwell, S. 3-42.
- King, Russel (2002). "Towards a New Map of European Migration." *International Journal of Population Geography*(8): 89-106.
- Konsta, Anna-Maria und Gabriella Lazaridis (2010). "Civic Stratification, 'Plastic' Citizenship and 'Plastic Subjectivities' in Greek Immigration Policy." *Journal of International Migration and Integration / Revue de l'integration et de la migration internationale* 11(4): 365-382.
- Koser, Khalid (2007). "Refugees, Transnationalism and the State." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 33(2): 233-254.
- Legoux, Luc (2006). "Asile, immigration: réconcilier les Droits de l'homme et ceux du citoyen." *Revue européenne des migrations internationales* 22(2): 95-103.
- Leibfried, Stephan und Wolfgang Voges (1992). "Vom Ende Einer Ausgrenzung? — Armut und Soziologie", in Leibfried, Stephan und Wolfgang Voges (Hg.). *Armut im modernen Wohlfahrtsstaat*. VS Verlag für Sozialwissenschaften. 32, S. 9-33.
- Maggi, Jenny et al. (2013). *Migrations transnationales sénégalaises, intégration et développement. Le rôle des associations de la diaspora à Milan, Paris et Genève*. Genève, Département de sociologie: Sociograph - Sociological Research, Study n°15.
- Martinez-Fernandez, Cristina (2012). *Demographic change and local development shrinkage, regeneration and social dynamics*. Paris: OECD Publishing.
- Missaoui, Lamia und Alain Tarrus (2006). "Villes et migrants, du lieu-monde au lieu-passage." *Revue européenne des migrations internationales* 22(2): 43-65.
- Mügge, Liza (2012). "Dual nationality and transnational politics." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 38(1): 1-19.
- Nagy, Stephen-Robert (2008). "National Exclusion, Local Inclusion: Examining the Disconnect between National Immigration Policies and Local Integration Policies." *Revue européenne des migrations internationales* 24(3): 31-51.
- Nedelcu, Mihaela (2012). "Migrants' new transnational habitus: rethinking migration through a cosmopolitan lens in the digital age." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 38(9): 1339-1356.
- Neumayer, Eric (2004). "Asylum Destination Choice: What Makes Some West European Countries More Attractive Than Others?" *European Union Politics* 5(2): 155-180.
- Oelgemöller, Christina (2011). "'Transit' and 'Suspension': Migration Management or the Metamorphosis of Asylum-Seekers into 'Illegal' Immigrants." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 37(3): 407-424.
- Østergaard-Nielsen, Eva (2011). "Codevelopment and citizenship: the nexus between policies on local migrant incorporation and migrant transnational practices in Spain." *Ethnic and Racial Studies* 34(1): 20-39.

- Pedersen, Peder J., Mariola Pytlikova und Nina Smith (2008). "Selection and network effects— Migration flows into OECD countries 1990–2000." *European Economic Review* 52(7): 1160-1186.
- Pettigrew, Thomas F, Linda R Tropp, Ulrich Wagner und Oliver Christ (2011). "Recent advances in intergroup contact theory." *International Journal of Intercultural Relations* 35(3): 271-280.
- Portes, Alejandro (2009). "Migration and development: reconciling opposite views." *Ethnic and Racial Studies* 32(1): 5-22.
- Prakash, Gyan (2002). "The urban turn." *Sarai Reader 2*: 2-7.
- Ronkainen, Jussi Kasper (2011). "Mononationals, hyphenationals, and shadow-nationals: multiple citizenship as practice." *Citizenship Studies* 15(02): 247-263.
- Saïd, Edward (1978). *Orientalism*. London: Routledge & Kegan Paul.
- Sandercock, Leonie (1998). *Towards cosmopolis : planning for multicultural cities*. Chichester, England ; New York: J. Wiley.
- Sandercock, Leonie (2000). "When Strangers Become Neighbours: Managing Cities of Difference." *Planning Theory and Practice* 1(1): 13-30.
- Sandercock, Leonie (2011). "Towards a cosmopolitan urbanism", in Harper, Thomas L. et al. (Hg.). *Dialogues in Urban and Regional Planning*. Milton Park: Routledge, S. 38-57.
- Sanderson, Matthew R. (2012). "Does Immigration Promote Long-Term Economic Development? A Global and Regional Cross-National Analysis, 1965–2005." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 39(1): 1-30.
- Sartori, Fabio (2011). "Acquisitions of citizenship on the rise in 2009." *eurostat - statistics in focus*(24): 1-11.
- Sassen, Saskia (2002). "Locating cities on global circuits." *Environment and urbanization* 14(1): 13-30.
- Schuster, Liza (2011). "Turning refugees into 'illegal migrants': Afghan asylum seekers in Europe." *Ethnic and Racial Studies* 34(8): 1392-1407.
- Shafir, Gershon und Alison Brysk (2006). "The globalization of rights: from citizenship to human rights." *Citizenship Studies* 10(3): 275-287.
- Shen, Jianfa (2013). "Increasing internal migration in China from 1985 to 2005: Institutional versus economic drivers." *Habitat International* 39(0): 1-7.
- Simon, Gildas (2006). "Migrations, la spatialisation du regard." *Revue européenne des migrations internationales* 22(2): 9-21.
- Tarrius, Alain (2002). *La mondialisation par le bas: Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*. Paris: Balland.
- van Nimwegen, Nico und Rob van der Erf (2010). "Europe at the crossroads: demographic challenges and international migration." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 36(9): 1359-1379.
- Varsanyi, Monica W. (2006). "Interrogating "Urban Citizenship" vis-à-vis Undocumented Migration." *Citizenship Studies* 10(2): 229 - 249.
- Vasta, Ellie (2011). "Immigrants and the paper market: borrowing, renting and buying identities." *Ethnic and Racial Studies* 34(2): 187-206.
- Vink, Maarten P und Gerard-René De Groot (2010). "Citizenship attribution in Western Europe: international framework and domestic trends." *Journal of Ethnic and Migration Studies* 36(5): 713-734.
- Viry, Gil (2012). "Residential mobility and the spatial dispersion of personal networks: Effects on social support." *Social Networks* 34(1): 59-72.
- Weiner, Myron (1995). *The global migration crisis : challenge to states and to human rights*. New York: HarperCollins College Publishers.
- Wimmer, Andreas (2002). *Nationalist Exclusion and Ethnic Conflict. Shadows of Modernity*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Yeğenoğlu, Meyda (2005). "Cosmopolitanism and nationalism in a globalized world." *Ethnic and Racial Studies* 28(1): 103-131.
- Young, Iris Marion (2007). "Structural injustice and the politics of difference", in Appiah, Kwame Anthony et al. (Hg.). *Justice, Governance, Cosmopolitanism, and the Politics of Difference*.

Reconfigurations in a Transnational World. Berlin: Forschungsabteilung der Humboldt-Universität zu Berlin, S. 79-116.